

Les violences qui sont survenues les 6 et 7 mars dans les lycées de Saint-Denis ont mis au jour les inégalités de traitement que subissent les élèves de Seine-Saint-Denis mais aussi les luttes que mènent les personnels de l'Éducation nationale pour dénoncer ces inégalités.

Les réformes successives (réforme des lycées, de l'éducation prioritaire, du collège...) ont eu pour effet la mise à sac de l'éducation dans les départements les plus pauvres, comme la Seine-Saint-Denis, où 24 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (993 euros par mois) contre 14,4 % à Paris (à Aubervilliers, ce chiffre s'élève à 60 % de la population), et 29 % de la population âgée de 15 ans et plus est sans diplôme contre 12,4 % dans la capitale.

Face à ce constat alarmant, les gouvernements libéraux utilisent l'école comme une machine de reproduction sociale à laquelle on donne assez de moyens pour exister, pour accueillir les enfants, mais pas suffisamment pour assurer leur sécurité et leur réussite.

Les dotations par établissement, largement insuffisantes pour la rentrée prochaine, laissent craindre une aggravation des inégalités puisque les écoles, collèges et lycées qui dépendent des réseaux d'éducation prioritaire n'ont plus de moyens supplémentaires au titre de l'éducation prioritaire.

Et pourtant, les résistances existent et se sont fait entendre ces derniers mois à Saint-Denis aux collèges Barbusse et Triolet et au lycée Suger, à Bobigny aux collèges Sémard et République, dans les collèges d'Aubervilliers. La liste des établissements où les personnels se mobilisent est longue.
Discours décomplexé sur l'école

Les revendications s'accordent : plus d'adultes formé.es dans les établissements scolaires, c'est-à-dire plus d'agents et agentes, plus de personnels d'enseignement et de vie scolaire, mais aussi plus d'heures pour enseigner en demi-groupe, plus de moyens pour faire des sorties, pour monter des projets, et enfin une politique responsable pour faire face à la hausse démographique, c'est-à-dire la construction en urgence de nouveaux collèges pour accueillir les élèves.

À ces revendications, le rectorat oppose un refus quasi systématique ; comme la ministre de l'Éducation nationale en visite au lycée Suger, suite à l'intervention violente de la police et à l'arrestation d'une cinquantaine d'élèves le 7 mars, a refusé aux personnels les postes qu'ils et elles revendiquent depuis l'agression en début d'année d'un surveillant au sein même du lycée.

Le discours sur l'école est aujourd'hui décomplexé et les ministères de l'Intérieur et de l'Éducation nationale travaillent main dans la main pour discriminer, « surveiller et punir » les jeunes des classes populaires.

Les luttes menées dans les collèges dionysiens au début du mois de mars témoignent de la nécessité de construire des mobilisations qui d'une part rassemblent les différents établissements et qui d'autre part unissent les revendications des parents d'élèves, des élèves et des personnels. Les discours réactionnaires accusent les personnels soi-disant « absentéistes » et « pédagogistes », les élèves ultra-violents, les parents démissionnaires ; il y a urgence à dénoncer ces préjugés et à réaffirmer nos intérêts de classe : on vit, on travaille et on lutte ensemble.

Maud (AL Paris-Nord-Est)